



## **Logement social : les salariés d'Adoma et de la SNI ont manifesté leurs craintes pour le futur**

Mille six cent salariés (1160 selon les RG) et membres d'associations ont manifesté lundi 28 mars à Paris pour demander des garanties à l'Etat actionnaire majoritaire sur les missions sociales d'Adoma, des garanties sur la préservation des emplois et de l'outil de travail ainsi que sur l'avenir des migrants vieillissants dans les résidences ex-Sonacotra et sur leur accompagnement social.

Les syndicats qui les représentaient ont réclamé un PSE digne de ce nom, pour les départs et la mobilité des personnels d'Adoma dont les emplois sont supprimés. Et ils ont demandé l'arrêt de la vente des patrimoines d'ADOMA. Ils exigent une reconnaissance de la responsabilité sociale d'entreprise par ADOMA et la SNI. Le cortège a démarré vers 14 heures rue de Cambronne (15<sup>e</sup> arrondissement) en direction du 7<sup>e</sup> arrondissement, quartier des ministères, derrière des banderoles proclamant "Non à la marchandisation et à la casse du logement social", "Non à la privatisation du logement social" " 70.000 logements pour les plus pauvres et les 2400 salariés d'Adoma à leur service".

Le CE et l'Intersyndicale d'ADOMA rejoints par les syndicats de la SNI, filiale de la Caisse des dépôts étaient soutenus par le Réseau Stop aux expulsions de logement (Resel), collectifs Droit au Logement, Confédération nationale du logement, Jeudi Noir, le Comité des sans logis, la COPAF, et des syndicats FSU, Solidaires représentée par Annick Coupé.

Les politiques, Martine Billard députée de Paris et co-présidente du parti de gauche, Stéphane PEU ( PC PG), président de Plaine commune habitat (OPH), Emmanuelle COSTE (Verts) vice-présidente du Conseil régional, chargée du logement, de l'habitat, du renouvellement urbain et de l'action foncière ont accompagné ce cortège.

Une délégation de syndicats a été reçue au secrétariat d'Etat à l'Immigration et à l'Intégration par Sylvie MOREAU, chef du service de l'accueil de l'intégration et de la citoyenneté et Josette DEROUX chef de service auprès du directeur de cabinet du ministère du logement. Nos revendications ont été prises par nos deux interlocutrices sans pour autant que celles-ci n'aient pu nous donner de réponse. La forte mobilisation des Salariés d'Adoma a été remarquée et nous leur avons fait comprendre de l'importance et des enjeux ainsi que le risque de voir le mouvement se durcir si aucune réponse n'est apportée.

**Nos demandes seront transmises à nos ministères respectifs, nous restons mobilisés !**